

## Note de conjoncture 25

---

novembre 2012

L'actualité des sondages, études et conférences

### Alain Vermeersch

| PCF

Le vote contre le projet de loi PS sur l'énergie au Sénat et le PLFSS à l'Assemblée nationale a donné lieu à de nombreux commentaires. « Plus les jours passent, plus le PCF s'installe de fait dans l'opposition, même si officiellement il s'en défend », peut écrire Les Echos (30/10). « Les sénateurs communistes s'interrogent désormais ouvertement sur le fait de savoir s'ils approuveront le volet recettes du projet de loi de Finances dont l'examen débute le 22 novembre à la Haute Assemblée et sur lequel leurs collègues députés se sont déjà abstenus. sans les 20 élus du groupe communiste, la gauche n'a pas de majorité au Palais du Luxembourg. S'ils venaient à faire défaut, le volet crédit ne serait pas soumis au vote et le budget reviendrait à l'Assemblée. Ce qui ne manquerait pas de renforcer l'image d'une gauche divisée. Eliane Assassi assure que les communistes demeurent « parti intégrante de la majorité sénatoriale » ... tout en se réservant le droit de ne pas voter tel ou tel texte. « Nous ne sommes pas des bœuf oui oui. Nous voulons être consultés et entendus » , insiste-t-elle. Le Premier ministre s'est engagé à recevoir très prochainement les sénateurs communistes. « Nous discuterons avec lui d'un certain nombre de points importants, avertit-elle. Pas seulement sur le budget. »

« Après s'être abstenus sur le budget 2013, les députés du Front de gauche voteront contre le budget de financement de la sécurité sociale 2013 "qui ne se démarque quasiment pas des budgets présentés par le gouvernement précédent", a annoncé mardi le président du groupe des députés FG, André Chassaigne. Ce budget ne permet pas "d'engager les réformes de fond qui sont attendues pour une meilleure couverture médicale". "De toutes les propositions portées par les députés d'opposition contre l'ancien gouvernement, aucune n'a été reprise", a-t-il déploré, citant la suppression de la fiscalisation des indemnités d'accidents du travail, le jour de carence pour les fonctionnaires. "Nous ne pouvons pas nous inscrire dans cette logique strictement comptable et budgétaire", a-t-il dit, afin de "tirer la sonnette d'alarme". » (Le Parisien 30/10)

Bruno Le Roux y a été de son couplet sur i-télé (31/10). Selon lui ce n'est pas un échec politique du gouvernement « Mais là, une alliance de circonstance entre le parti communiste qui d'ailleurs vote bien trop souvent contre aujourd'hui, contre la gauche, contre les projets de la gauche, et la droite, mais la majorité, elle était là, elle a travaillé. »

Harlem Désir a vivement « regretté que les sénateurs PCF aient joints leurs voix à celles de la droite ». **Alain Vidalies, ministre des relations avec le Parlement, a de son côté souligné que « Les communistes ont une position claire et je ne vous pas pourquoi tout le monde est surpris aujourd'hui ».** « Ils ont décidé de ne pas appartenir à la majorité gouvernementale. C'est un choix et je crois qu'il est respectable ». Alors que Pierre Laurent a adressé un courrier à son homologue H. Désir pour dénoncer « l'ostracisme » dont son parti serait victime, Pascal Durand, secrétaire national d'EELV a fustigé « l'attitude arrogante » de certains « barons » du PS à l'égard de sa formation. Pour tenter de ramener le calme, **le gouvernement a décidé de mettre sur pied une sorte de comité de liaison.** (AFP 03/11)

"Ce ne sont pas des comportements politiques normaux", s'est exclamé mardi soir Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), sur le plateau de Public Sénat. Le lendemain, face à l'Assemblée, la ministre de l'Écologie, Delphine Batho, regrette "que les élus du groupe communiste aient pu être instrumentalisés par la droite". La sénatrice communiste Marie-France Beauvils accuse la ministre d'avoir pêché par orgueil. "Ce n'est quand même pas au moment du vote qu'il faut se rendre compte qu'il y a un groupe parlementaire qui n'a pas les mêmes orientations politiques !" (Francetvinfo 01/11)

« Parallèlement à cette opération de minimisation, **les socialistes entendent améliorer la qualité des rapports avec les communistes.** La calinothérapie a déjà commencé, annonce le patron du groupe PS à l'Assemblée Bruno Le Roux. On va faire une réunion à Matignon rien que pour eux, s'amuse Alain Vidalies qui sait néanmoins que les ennuis ne font que commencer. Car les sénateurs Front de gauche menacent de retoquer deux textes majeurs : le budget 2013, et le budget de la sécu. Hors micro, un ministre se dit inquiet de cette "stratégie de la terre brûlée". Il appelle lui aussi à la mise en place d'une concertation, via un "comité de suivi" qui serait piloté par les partis. "Qu'on discute de la vie commune à gauche. Il y a besoin de recréer des lieux de débat. Mais attention, le Front de gauche ne doit pas penser que notre échec le servira, ça ne marchera pas comme ça." (France info 01/11)

**Gauche : l'exception française.** Bernard Guetta a expliqué lors d'une de ces chroniques (France inter 31/10) comment les « couacs à répétition d'une majorité présidentielle qui contrôle pourtant les deux Chambres, les régions et tant de grandes villes s'expliquent. » **Partout en Europe remarque-t-il, « les grands partis de gauche, les partis frères du PS français, ont depuis longtemps et explicitement rompu avec toute idée de révolution,** de ce Grand soir électoral ou insurrectionnel à compter duquel tout changerait. Tous se réclament de la social-démocratie, de la démocratie sociale et non pas d'une quelconque utopie socialiste et moins encore communiste. Tous se veulent des partis de compromis entre le capital et le travail, de négociations entre les classes sociales et de définition d'un équilibre entre leurs intérêts qui, naturellement, divergent, mais en France, non, ce n'est pas le cas. » Il remarque « Sans doute parce que la France est la patrie de la Révolution, d'une révolution qui a rebattu les cartes en Europe et dans le monde, on y a très longtemps cru ne pas pouvoir être de gauche sans aspirer à prendre la Bastille chaque matin. » Il poursuit, on ne « voit on pas assez que les socialistes d'aujourd'hui ne sont pas issus de cette tradition du socialisme français, qu'il y a eu rupture générationnelle, qu'ils viennent de la gauche chrétienne ou de la deuxième gauche, s'inscrivent dans la filiation Mendès, Rocard, Delors et sont pleinement sociaux-démocrates. **Ils ont encore la social-démocratie honteuse et craintive, comme s'ils se croyaient illégitimes et fragiles alors même que l'écrasante majorité de leur parti et de leur électorat ne rêve plus aucunement de révolution, fût-ce verbale.** Elle veut l'unité politique de l'Europe et accepte l'idée de compromis pour la faire avancer. **C'est une gauche réformatrice et profondément**

modérée mais comme elle craint d'assumer publiquement ce qu'elle est, elle fait du réformisme muet, bégaie et se prend les pieds dans le tapis à longueur de semaine alors que tout devrait lui être possible. La gauche française n'a plus qu'un tout petit temps de retard sur le reste de la gauche européenne mais ce petit retard lui coûte cher. »

## PS

Le Figaro (02/11) relate l'état d'esprit au PS, notamment celui d'un homme qui compte. «L'état de la France est catastrophique, commence-t-il. C'est l'héritage de la droite. Il faut le dire, l'expliquer aux Français, faire de la pédagogie. Si on ne fait pas ce boulot, dès la rentrée, on dira que tout est notre faute. Tu verras, on sera responsables des plans sociaux, du chômage... on sera responsables de tout!» Il poursuit, « Nous n'avons pas fait ce travail de pédagogie en juillet. On a fait comme si le rapport de la Cour des Comptes (remis au gouvernement en juin, NDLR) avait soldé l'état de la France. Aujourd'hui, c'est trop tard. Les gens ne veulent plus qu'on leur parle de l'héritage Sarkozy. Ils veulent passer à autre chose. Et on se retrouve dans l'œil du cyclone.» Une situation alarmante que vient encore confirmer le dernier baromètre TNS Sofres-Sopra Group pour Le Figaro Magazine. En un mois, les cotes de confiance de Hollande et Ayrault reculent respectivement de 5 % et 7 %. **Seulement 36 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'État.** À l'exception de Jacques Chirac en 1995, aucun président n'avait été aussi impopulaire si vite. Quant à Jean-Marc Ayrault, il ne recueille que 34 % d'adhésion. Un point de mieux qu'Alain Juppé en 1995. »

« Le ministre délégué chargé des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, a assuré vendredi que l'exécutif était prêt à "affronter l'impopularité", parce qu'il connaît "la difficulté du chemin du redressement". **"Il faut que les Français sachent que nous sommes déterminés à redresser le pays et que nous le ferons en prenant des mesures courageuses, que nous sommes prêts d'ailleurs à affronter l'impopularité précisément parce que nous savons la difficulté du chemin du redressement"**, a déclaré le responsable socialiste sur BFMTV-RMC. Il a admis qu'il "y a toujours des ajustements à faire quand un gouvernement arrive après 10 ans d'opposition". L'opposition "a le verbe haut, alors qu'elle nous laisse le bilan calamiteux que l'on sait", avec "des dettes qui avaient explosé, des déficits qui s'étaient creusés, une compétitivité en berne", a-t-il accusé. "Il peut y avoir des difficultés, il peut y avoir des ajustements", a insisté Bernard Cazeneuve. » (AFP 02/11)

## UMP

**L'UMP lance un tract pour fustiger le bilan des six premiers mois du président François Hollande** et appeler "à la résistance" contre une politique qui "ruine les Français" et "rabaisse la France", a annoncé mercredi son secrétaire général, Jean-François Copé.

Ce tract va être diffusé dans les prochains jours à trois millions d'exemplaires, a-t-il précisé devant la presse à l'issue du bureau politique de l'UMP. François Hollande fêtera la semaine prochaine les six mois de son élection à la présidence de la République.

"Le temps est interminable mais cela fait déjà six mois. Ce qui permet de rappeler que **six mois de François Hollande, c'est plus d'impôts, plus de chômage, c'est plus de laxisme, c'est plus d'immigration, c'est plus de communautarisme, c'est plus d'attaques contre la famille**", a ajouté le candidat à la présidence de l'UMP en déclinant les différentes critiques contenues dans le tract. **L'UMP, qui veut incarner "une opposition responsable, tonique et sans concession", "appelle à la**

**résistance**", peut-on encore lire dans ce tract. "Ensemble, préparons la reconquête de la France" et "n'acceptons pas" une politique "dangereuse et idéologique" qui "ruine les Français" et "rabaisse la France". (Le Parisien 31/10)

Libération comme d'autres titres de la presse examine les **tensions au sein de l'UMP**. Le quotidien souligne (05/11) « Les trentenaires Guillaume Peltier et Geoffroy Didier, discrètement encouragés par Nicolas Sarkozy, ont réussi à imposer leur courant face aux ténors du parti. **Guillaume Peltier et Geoffroy Didier**, les deux jeunes inventeurs de ce courant fondé le soir de la défaite présidentielle du 6 mai, étaient jusqu'à l'an dernier d'illustres inconnus. **Venu du Front national, avant de passer par le MNR de Bruno Mégret puis le MPF de Philippe de Villiers**, le premier a commencé à faire parler de lui en janvier, quand il a intégré l'équipe des porte-parole du candidat Sarkozy. Peltier est allé jusqu'à déposer la marque «génération sarkozyste» à l'Institut national de la propriété industrielle. La machine Droite forte était lancée. A grand renfort de **propositions retentissantes - pas de droit de grève pour les enseignants et pas de syndicats pour les magistrats, semaine de 40 heures, journalistes de droite dans l'audiovisuel public, «charte» des musulmans de France, «réaffirmation des racines chrétiennes de la France»...** -, Peltier et Didier prétendent incarner la fidélité au sarkozysme dans sa version «gros rouge qui tache», théorisée par l'ex-conseiller du chef de l'Etat Patrick Buisson. Et **«le peuple de droite» à l'air d'adhérer : début septembre, un sondage OpinionWay indiquait que la motion «génération sarkozyste» séduisait 40% des sympathisants**. Et tous s'interrogent sur l'étrange succès de cette entreprise qui relève, à leurs yeux, de l'imposture. A la réflexion, ils ne voient qu'une explication : la main de Nicolas Sarkozy. L'ex-président aurait lui-même discrètement encouragé ces zélés thuriféraires. «Il est le seul capable de nous qualifier pour le second tour en 2017», assurait Peltier, le 31 octobre sur Radio Classique. La semaine prochaine, les quelque 300 000 militants susceptibles de voter le 18 novembre recevront la «profession de foi» de la Droite forte.

Si l'on pouvait en douter, le Figaro préfère titrer « L'UMP met la barre à droite ». L'article estime « Ceux qui s'étaient persuadés que la campagne allait être l'occasion d'une grande clarification idéologique entre un Copé partisan d'une droite décomplexée et un François Fillon soupçonné de centrisme en seront pour leurs frais. Pour l'ancien hôte de Matignon, l'enjeu était beaucoup moins de conforter son image d'homme d'État, que personne ne lui conteste, que d'affirmer sa filiation politique, son enracinement à droite. La ligne Buisson n'a pas été remise en cause. Et ceux qui ont tenté de s'en écarter, réclamant un droit d'inventaire du sarkozysme, ont vite été priés de se taire ou de faire amende honorable. Pour Copé, la jambe droite de l'UMP est sa jambe d'appui. Comme le confie **un conseiller politique de Jean-François Copé, «l'UMP marche encore sur ses deux jambes. Le centre et la droite. Mais la droite est sa jambe d'appui.»** La parole est à la droite. Décomplexée pour Jean-François Copé. Mesurée dans son expression, côté Fillon. Somme toute assez semblables. Quand le secrétaire général de l'UMP dénonce «le racisme anti-Blancs», l'ancien premier ministre ne se bouche pas le nez et ne détourne pas la tête. Il reconnaît à son tour le problème, prenant garde de ne pas baisser sa droite, sous peine d'être sanctionné par les militants. Il consentira seulement à admettre: «Je ne l'aurais pas dit comme cela.» La bataille des motions qui désignera le parlement de l'UMP, le 18 novembre prochain, montre bien à quel point les militants sont sensibles à la préservation de l'héritage sarkozyste. »

François Baroin peut déclarer dans le Point (02/11) « Dans l'esprit de ses fondateurs, dont je suis, l'UMP doit rassembler les sensibilités de la droite et du centre, des gaullistes aux libéraux, des centristes aux radicaux. Notre diversité a toujours trouvé un point d'équilibre. Il s'agit pour nous de défendre une certaine idée de la France, les valeurs de liberté, d'autorité de l'Etat et de justice. Ce

respect du pacte républicain exclut toute stigmatisation. Cela suppose aussi de la fermeté contre l'immigration clandestine, de lutter contre les fraudes. Mais également de préserver notre modèle social, comme nous l'avons fait au plus fort de la crise. Je crois aussi qu'il ne faut pas faire d'erreur d'analyse : la remontée de Nicolas Sarkozy à la fin de la campagne est le fruit d'abord de la volonté des Français de saluer le combattant infatigable.. Pas le fait de la droitisation de son discours. Il a remonté parce qu'une part croissante des Français avait - à juste titre - peur d'une nouvelle aventure socialiste, compte tenu de l'importance des enjeux. »

## UDI

Interrogé par les Echos (01/11), Thomas Guénolé, politologue et maître de conférence à Sciences-Po estime que « **Potentiellement, l'UDI peut incarner tout le centre, c'est-à-dire 15 % à 20 % des voix au dernier pointage. Jean-Louis Borloo a clairement dit que l'UDI était allié à l'UMP, ce qui convient tout à fait à l'électeur de centre-droit et devrait convaincre une bonne partie des électeurs du Modem, conscients de l'échec de la stratégie de François Bayrou. En revanche, il sera plus difficile de ramener les électeurs de centre gauche car le PS va cogner en boucle l'UDI sur le thème de son alliance à droite.** » Concernant l'élection du prochain président de l'UMP, il estime « La situation sera plus favorable pour l'UDI si Jean-François Copé est élu. Non pas d'abord, comme cela est dit régulièrement, en raison de la « droitisation » de ce dernier. Mais pour des raisons de personne. Le combat de 2010 entre François Fillon et Jean-Louis Borloo pour Matignon a laissé des traces. Entre eux, l'entente personnelle n'est pas possible. Par contraste, Jean-François Copé et Jean-Louis Borloo entretiennent de bonnes relations. Mais il est évident que **l'UMP est entre le marteau et l'enclume. Plus elle se recentre, plus elle laisse d'espace à Marine Le Pen. Plus elle se « frontise », plus elle laisse d'espace à Jean-Louis Borloo.** » Selon lui, les différences avec l'UMP, c'est « La « droitisation ». Après, sur les sujets de société, comme le droit de vote des étrangers, le mariage homosexuel et l'adoption, l'UDI est divisée. Pour le reste, tout dépend de quelle droite on parle. La droite sécuritaire, d'un Brice Hortefeux, Claude Guéant ou du collectif de la Droite populaire, n'a rien à voir avec l'UDI. Avec la droite libérale, d'un Hervé Novelli ou de Jean-François Copé, il y a, au plan économique et social, énormément de points communs. »

## Le rapport Gallois

**Un article de Laurent Mauduit (Médiapart 05/11) alerte sur les passerelles existantes avec l'UMP au sein de la commission Gallois.** Il s'agit de Pierre-Emmanuel Thiard, un des signataires de la motion « La boîte à idées » qui est co-rapporteur du projet. Selon Le Point.fr (30/10) « Même s'il ne parraine aucune motion, le député-maire de Saint-Quentin, Xavier Bertrand, a décidé de soutenir les trentenaires de l'UMP de "La boîte à idées". "J'aime bien leur point de vue et j'aime bien leur méthode. Cette motion recèle un vrai potentiel pour notre famille politique", juge l'ancien ministre du Travail qui exprime son soutien dans une vidéo bientôt mise en ligne sur le site web de "La boîte à idées". Maël de Calan, Matthieu Schlesinger, Pierre-Emmanuel Thiard et Enguerrand Delannoy, les quatre animateurs de la motion, ont déjà reçu le **soutien de poids lourds de l'UMP comme Alain Juppé, Bruno Le Maire, Benoist Apparu, Hervé Gaymard ou encore Gilles Carrez.** Ils prônent notamment la création d'une "véritable université d'été" dont le retentissement égalerait celui de La Rochelle pour le PS. » Dans le décryptage réalisé par Mauduit, « Le rapport de Louis Gallois préconise bel et bien de mettre en œuvre la fameuse réforme, improprement appelée « TVA sociale », voulue par Nicolas Sarkozy, ou à défaut une variante, en relevant la CSG.. Cette idée du « choc de compétitivité » est véhiculée depuis de longs mois par les milieux

d'affaires français et les cercles dominants du patronat. Elle a donc alimenté une cascade de rapports : En janvier 2012, une note de l'Institut de l'entreprise intitulée « Pour un choc de compétitivité en France » .. La campagne est donc engagée. Et elle rebondit peu après, en mars 2012, avec une autre note, élaborée cette fois par l'Institut Montaigne. » L. Mauduit poursuit : « Ce qu'il y a de stupéfiant dans toute cette histoire, c'est que les dirigeants socialistes savent tout cela.. Dès lors, **l'histoire était écrite d'avance : avec l'aide notamment d'un militant de l'UMP, Louis Gallois s'est borné à peu de choses près à recopier tous les rapports antérieurs, écrits par divers cénacles patronaux. Et c'est ce qu'il y a de sidérant dans ce feuilleton : ce sont ces cercles patronaux qui donnent depuis plusieurs mois le « la » de la politique économique française.** Sous la houlette de Christine Lagarde, même le Fonds monétaire international (FMI) est entré ce lundi dans la danse, en publiant un rapport sur la France, sommant le gouvernement socialiste d'engager une réforme pour améliorer sa... compétitivité. Les militants socialistes pourront se réconforter en lisant plusieurs fois – on ne s'en lasse pas – le communiqué de victoire de la présidente du Medef, Laurence Parisot. Intitulé « Rapport Gallois : une étape décisive vers un big bang économique salvateur », il rapporte les propos enthousiastes de la patronne des patrons : « La "compétitivité équitable" est notre cheval de bataille depuis plusieurs années. Le diagnostic posé par le rapport Gallois est juste. **La plupart de ses recommandations sont issues des réunions de travail entre Louis Gallois et les chefs d'entreprise.** Il s'agit désormais de savoir quand et comment ses propositions seront mises en œuvre. Le chantier est vital pour l'économie de notre pays et il est de grande ampleur. Le Medef y contribuera dans un esprit constructif. »

## | Famille : le droit au mariage des homosexuels

**Sondage** : Selon l'enquête BVA publiée par Le Parisien (3/11), **la part d'électeurs favorables au mariage pour les homosexuels passe de 63% en 2011 à 58% en 2012, tandis qu'elle passe de 56 à 50% pour le droit d'adopter.** Logiquement, en toute rigueur, on doit donc conclure : que **la part d'électeurs favorables au mariage est en fait stable ;** qu'il y a probablement un **léger repli de la part d'électeurs favorables à l'adoption.** BVA lui-même, dans son commentaire accompagnant la page de présentation du sondage sur son site Internet, écrit qu'il y a là un "net recul du soutien des Français au mariage pour les couples homosexuels". Or avec une fourchette à 60-66 en 2011 et 55-61 en 2012, les véritables scores ayant une probabilité de 95% de se situer n'importe où sur chacune de ces fourchettes, cette affirmation est abusive. Le débat sur le droit au mariage et à l'adoption pour les homosexuels recouvre des enjeux majeurs. Il touche à la définition collective que nous adoptons de notre société, de nos mœurs, de nos représentations communes en matière de famille et de parentalité. Il en appelle donc, pour chacun d'entre nous, à nos convictions, à nos arguments, à nos valeurs, à notre éducation, à nos incertitudes, et le cas échéant, à nos croyances. De fait, le réduire au pointage de pourcentages d'électeurs pour ou contre revient à évacuer un débat de société, au sens strict, essentiel. (Nouvelobs.com 5/11)

## | Economie-social

### **Sondages**

**Un Français sur trois favorable à une nationalisation de PSA.** Alors que l'État vient d'apporter une garantie de 5 à 7 milliards d'euros à Peugeot pour l'aider à sortir la tête de l'eau, nombreux sont les Français à juger qu'une nationalisation serait une bonne chose. D'après un sondage Toluna Quicksurveys pour Economiamatin.fr, ils seraient 32,2% à penser que ce serait une bonne idée. En revanche, 43,3% d'entre eux estiment que le groupe doit rester privé. Et près d'un Français sur

quatre (24,5%) ne se prononcent pas. Les ouvriers ont assez logiquement une opinion plus tranchée. Ils sont plus d'un sur deux (51,1%) à être favorable à une nationalisation. (La Tribune 02/11)

70% des personnes interrogées jugent "nécessaire" une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans à venir, selon un sondage de l'Union mutualiste retraite (UMR) avec Liaisons Sociales Magazine (30/10). Interrogés sur leurs conditions de vie à la retraite, les sondés se disent d'abord inquiets pour le montant de leur pension (76%), puis pour leur niveau de vie (71%), leur accès aux soins (58%) et leur capacité à vivre de façon indépendante (57%). Selon ce sondage, 70% des personnes interrogées jugent "nécessaire" une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent, dont 25% "tout à fait nécessaire" et 45% "plutôt nécessaire". Pour 37% d'entre elles en effet, la réforme Sarkozy de 2010 "n'a rien résolu du tout, pas même à court terme", tandis que 27% estiment qu'elle a résolu le problème de financement des retraites seulement "à court terme". Une majorité de Français (69%) se prononce pour un système qui "reste collectif et solidaire afin de limiter les inégalités entre les Français et garantir à chacun une retraite minimum". Par ailleurs, 62% des sondés souhaite qu'"on réforme en profondeur le système de retraite en France en mettant à plat tous les sujets y compris les plus délicats" et 30% qu'"on aménage en partie le système". (Challenges.fr 30/10)

Les Français et l'entreprise Interrogés par l'Ifop pour le Journal du Dimanche (30/10), 26% des Français déclarent avoir envie de créer une entreprise, d'en reprendre une ou de se mettre à son compte, dont 12% certainement. Légèrement moins marqué qu'il y a quelques années (31% en décembre 2008 ou en décembre 2001), ce souhait est supérieur d'un point à celui relevé lors de la dernière mesure, établie en janvier 2010 (25%). Dans le détail des réponses, on note qu'un tel projet de création ou de reprise, plus présent chez les hommes (32%) que chez les femmes (20%) et décroissant avec l'âge des interviewés, est évoqué par 30% des salariés (35% dans le privé, 21% dans le public) et 33% des actifs. Au-delà des projets entrepreneuriaux, un peu moins d'un Français sur deux a une bonne opinion des dirigeants des grandes entreprises françaises (49%), un avis partagé par 70% des sympathisants UMP mais par seulement 40% des personnes proches du PS, 36% des sympathisants du Front de Gauche et 45% des actifs en général. À l'opposé, les dirigeants de PME recueillent 87% d'opinions positives. Les chefs de petites et moyennes entreprises bénéficient d'une image favorable largement partagée dans toutes les catégories de la population, et l'appréciation dépasse les clivages partisans. Enfin, 74% des salariés français ont une bonne image de leur propre patron, un regard positif davantage partagé par les salariés du privé (78%) que du public (70%).

## Études, documents

**OFCE** Perspectives 2012-2013 pour l'économie mondiale : La débâcle de l'austérité

Perspectives 2012-2013 pour l'économie européenne Zone euro : l'austérité pour tous, tous pour l'austérité ?

Une récente étude souligne les forts contrastes de taux de pauvreté entre les cent plus grandes villes de l'Hexagone.

[www.compas-tis.fr/download/compas\\_etudes\\_2\\_aout\\_2012.pdf](http://www.compas-tis.fr/download/compas_etudes_2_aout_2012.pdf)

## Du côté des Fondations

Le Cevipof a nommé un nouveau directeur. Il s'agit de Laurent Baumel, député PS d'Indre et Loire. Il anime un séminaire de la gauche populaire, ce 7 novembre,

autour du thème suivant : « Les premières mesures, le premier budget de la gauche et les couches populaires ».

**La Fondation Copernic organise le 13 novembre 2012 : L'organisation du travail doit-elle toujours nous pourrir la vie ?** Invité-e-s : Danièle Linhart, Francois Jarrige, Nicolas Hatzfeld *Bourse du travail* Salle Louise Michel (sous-sol) 3, rue du Château d'eau 75010 Paris .

**La Fondation Copernic et Attac** répondent à Gallois : "En finir avec la compétitivité"

Fondation Robert Schuman. **Vers un nouveau financement de l'Union ?** Depuis plusieurs années, le financement du budget européen est contesté. En 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de réforme. Elle envisage de créer une taxe sur les transactions financières (TTF) qui ouvre la voie vers des avancées dans le domaine de la fiscalité européenne. Nicolas-Jean Brehon étudie cette question.

**Comment réindustrialiser l'Europe ?** Avec la validation du pacte budgétaire, les États membres posent les fondations d'une ambition commune en matière économique, et il faut maintenant construire l'édifice. L'industrie en sera la poutre maîtresse : son renforcement est le grand enjeu de la décennie qui commence. La Fondation publie une analyse de Franck Lirzin et Christophe Schramm sur cette question.

La Fondapol a publié une note « **La compétitivité par la qualité** » par Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, le 25 octobre 2011. La croissance économique est l'un des défis les plus importants que nous devons relever. Seule une combinaison de solutions nous permettra d'y parvenir. Dans cette note, Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli formulent dix propositions concrètes qu'ils situent dans le cadre d'une politique ordonnée autour de la notion de qualité, ce qui appelle une stratégie de formation.

L'Institut de l'entreprise a édité **Quel « choc de compétitivité » pour la France ?** Diagnostic et propositions le 24 octobre 2012.

Institut Montaigne. Il a publié le lundi 5 novembre **L'énergie – au cœur de la compétitivité et de l'avenir de l'Europe** et **Les rencontres de l'industrie compétitive : retrouver le chemin de la croissance.**

Dans la perspective de la 3e édition du Forum Franco-Allemand de Genshagen qui se tient cette semaine, **l'Institut Montaigne** rendra publique une note intitulée **Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité.** Elle formule des propositions concrètes pour faire face aux enjeux énergétiques auxquels notre pays et l'Europe sont confrontés.

Rencontres de l'IDIES Lyon (2e) 08/11/2012. L'Institut pour le développement de l'information économique et sociale (Idies) s'est associé pour la quatrième année consécutive aux Journées de l'économie pour organiser ses cinquièmes Rencontres annuelles, autour du thème "**Placer l'économie au cœur du débat démocratique**". Ce colloque aura lieu au Centre Culturel Saint-Marc, au 10 rue Sainte-Hélène, à partir de 15h. Deux tables rondes se succéderont autour des problématiques suivantes : « La statistique publique, juge de paix des politiques économiques ? » et « Comment assurer une information économique pluraliste et de qualité ? ».



*Les sept plaies du capitalisme*, par Henri de Bodinat. L. Scheer.

« HEC, Sciences-Po, Harvard, patron de Sony France, président d'un fonds d'investissement..., Henri de Bodinat fait partie de ces gens qui travaillent au cœur du capitalisme contemporain et en retirent tous les bénéfices possibles. Seulement voilà, la façon dont il voit ce capitalisme évoluer ne lui plaît pas ! Et il l'écrit. Mêlant synthèse intelligente d'arguments connus et quelques idées novatrices, le livre, bien construit, se lit facilement et ouvre une myriade de débats.

Qu'est-ce qui amène ce chef d'entreprise à dénoncer un « *capitalisme régressif* » ? D'abord, l'obsession de l'argent et de l'ostentation. Les dirigeants d'entreprise ne cherchent plus qu'à maximiser le profit de court terme et leurs rémunérations, seules mesures du succès. Le livre dénonce ensuite la capacité des grandes entreprises à écrire les règles du jeu de l'économie, y compris lorsque cela va à l'encontre de l'intérêt général. Il le montre en matière de santé et d'alimentation, de subventions des centres de recherche pour dévoyer l'expertise, de refus de toute action contre le changement climatique, etc.

Et ce n'est pas fini. La suite dénonce toutes les formes de rentes que développent les entreprises. On y retrouve les cartels et les positions dominantes, mais aussi les "rentes juridiques" comme celle que s'octroie Monsanto dans ses relations avec ses clients afin de supprimer toute concurrence. Henri de Bodinat accuse également notre capitalisme d'être celui de la "surpromesse". Il en donne plusieurs exemples : les produits alimentaires censés garantir une bonne santé, les médicaments aux bénéfices thérapeutiques exagérés, les produits financiers complexes censés conjuguer hauts rendements et faibles risques, etc. La surpromesse tient également aux comportements visant à dissimuler les conséquences nocives d'une activité, les industries chimie (pesticides, par exemple), pharmaceutique et nucléaire étant mises en avant.

Le chapitre dénonçant la mondialisation fera sûrement débat. Celle-ci est un peu trop rapidement analysée comme le résultat de la volonté de quelques multinationales soutenues par le fanatisme des institutions économiques internationales. Ses effets néfastes sur les salaires et le chômage sont mis en avant en même temps qu'est dénoncé le fait qu'elle ferait gagner du pouvoir d'achat : elle fait grimper les prix de l'énergie et des matières premières, elle accroît les marges d'Apple ou de Mattel, qui continuent à vendre cher leurs produits. Les biens dont les prix baissent dans le textile ou l'électronique grand public ne représentent qu'une faible part du budget des ménages. De plus, les stratégies de change agressives des pays émergents tuent notre industrie. Un bilan plus que mitigé. Enfin, l'auteur pointe le gaspillage des dépenses publiques. Mais pas d'attaque contre l'Etat-providence, ses cibles sont les labos qui font exploser les dépenses de santé, les dépenses d'armement, les subventions agricoles. *Notre "hypercapitalisme n'est pas une évolution naturelle, c'est une mutation malsaine du capitalisme occidental"*. Il faut le sauver de lui-même, conclut Henri de Bodinat. »

*L'illusion financière*, par Gaël Giraud Ed. de l'Atelier, 2012, 168 p.

« C'est un livre original sur la crise financière puis économique qui secoue le monde occidental depuis cinq ans. Certes, le récit du déroulé des faits n'a rien de très novateur.

Pour l'auteur, les marchés financiers, dopés par l'effet de levier, sont source d'inefficacité, les prix des titres relevant davantage de la spéculation que des "fondamentaux". Les banques pratiquent le "*mensonge structurel*" pour rassurer leurs clients, alors même qu'elles thésaurisent les ressources obtenues de la banque centrale (la liquidité), au lieu de les utiliser pour prêter. L'auteur propose de considérer comme des biens communs la liquidité et le crédit, de façon à financer l'indispensable transition écologique. Inflationniste ? Il est donc important de séparer les activités de marché des activités de crédit, lesquelles seraient sous

contrôle de la banque centrale, car exclusivement financées par la liquidité que cette dernière émet. Quant à la Banque centrale européenne, elle devrait être sous tutelle des parlements, nationaux et européen. Un grand pas vers le **fédéralisme budgétaire et monétaire**, donc, mais - surprise ! - **avec abandon de la monnaie unique, car cette dernière contraint les pays membres de la zone euro à être tous aussi compétitifs que le plus compétitif d'entre eux, ce qui les mène à l'austérité et à la déflation. Il faudrait que l'euro devienne une "monnaie commune" à usage extérieur, dont le taux de change serait révisé chaque année pour chaque pays, la flexibilité du change se substituant ainsi à l'austérité interne comme mode de gouvernance.** La construction européenne se réconcilierait avec ceux qui ont le sentiment, souvent justifié, qu'elle s'effectue sur leur dos. »